

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE  
75014 PARIS - FRANCE  
TÉL. 325-36-74  
C. C. P. 1248-74 PARIS

D 263 COLOMBIE: ACCUSATIONS GOUVERNEMENTALES CONTRE LE CLERGE

Une nouvelle vague d'enlèvements s'est produite fin octobre dans la région de Medellin, à l'occasion de la venue dans cette ville du président de la République. Ces enlèvements étaient d'origine politique, mais également le fruit du banditisme.

Dans les jours suivants, le ministre Cornélio Reyes lançait de violentes attaques contre le clergé qu'il accusait de "susciter le désordre pour porter atteinte aux institutions et de manquer à ses devoirs religieux et civiques". La presse favorable au Parti conservateur amplifiait la campagne, ce qui devait provoquer une mise au point du secrétaire général de la Conférence épiscopale colombienne.

Le 3 novembre, le ministre Reyes déclarait être en possession d'une liste de cent cinquante prêtres "subversifs". Un certain nombre de prêtres publiaient alors la lettre ouverte suivante.

(Note DIAL)

REPONSE DES 150 PRETRES AU MINISTRE REYES

Bogotá, le 4 novembre 1975

Monsieur le Ministre,

Nous comprenons vos soucis face à la situation que traverse actuellement le pays et les préoccupations des classes privilégiées concernant la sécurité de leurs personnes et de leurs biens. Nous voulons apporter notre modeste collaboration dans l'analyse des causes de l'insécurité et de leur solution possible, car nous craignons fort que "la politique de la main de fer" n'ait uniquement pour effet de retarder la solution du problème qui vous préoccupe tellement. Parce que nous travaillons en milieu populaire, nous estimons que nous avons quelque chose à dire car nous sommes témoins de sa misère et de ses espoirs constamment frustrés.

Votre collaboration nous serait probablement très précieuse pour pouvoir faire la distinction, que vous demande le secrétaire général de l'épiscopat, entre "promouvoir la justice" et "pratiquer la subversion". Suivant l'orientation du CELAM en 1968, nous ne pensons pas que l'exercice de la fonction prophétique de l'Évangile, à l'opposé, nécessairement, d'un système injuste, consiste à "mélanger de l'eau bénite avec la révolution", ainsi que vous l'avez déclaré à propos de l'un de nos évêques.

Aussi ne nous étonnons-nous guère de l'élasticité utilisée pour parler de "subversion" et d'"ordre". N'est-ce pas la situation de misère généralisée qui est subversive? Est-ce oeuvrer au renversement de l'ordre que de dénoncer le chômage, l'ignorance, le manque d'assistance médicale, la répression?... Si oui, le Christ et les prophètes sont nos modèles de subversion. Pourquoi ne pas surveiller l'oppression des magnats du capital et des grands propriétaires terriens, le parasitisme des législateurs, politiciens et autres fonctionnaires, ainsi que la subversion morale d'une Armée qui réprime le peuple et n'est donc guère un modèle de "mansuétude chrétienne", ainsi que nous le demande l'éditorialiste de "El Siglo" (2 novembre 1975)?

C'est pour nous un motif de joie que de vous savoir soucieux du rôle de l'Eglise; nous voulons espérer que ce souci n'est pas l'expression d'un opportunisme recherchant le soutien d'une institution dont la mission consiste, entre autres choses, à travailler pour la justice et l'égalité.

Nous aimerions que, reconnaissant la situation économique angoissante des masses, vous parveniez à expliquer au pays les causes de l'insécurité. Quant aux solutions à apporter à cette situation, nous pensons que dix-sept années de Front national ont montré l'inefficacité des mesures que vous proposez; elles tempèrent peut-être l'insécurité, mais elles ne l'attaquent nullement à sa racine.

Nous aimerions donc, Monsieur le Ministre, qu'il soit effectivement porté attention aux causes de l'insécurité. Aussi nous réjouissons-nous de la fermeté de la déclaration de nos évêques sur la promotion de la justice: notre choix est en faveur des pauvres, et nous espérons qu'il sera compris ainsi. Logiques avec l'Evangile, nous continuerons à dénoncer l'injustice et à suivre le peuple dans ses luttes.

Le groupe des 150... plus quelques autres

---

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 140 F - Etranger 150 F  
(avion: tarif spécial)

Directeur de la publication: Charles ANTOINE

Imprimerie: DIAL, 170 Bd du Montparnasse, 75014 Paris

Commission paritaire de presse: n° 56249